

Libye : zizanie et impéritie

Article rédigé par *Philippe Oswald*, le 24 juin 2011

France/Angleterre contre Allemagne/Italie : cela ne vous rappelle rien ? Même s'il n'est pas à la noce, Kadhafi doit bien rire d'avoir fait ressurgir la vieille fracture entre l'Axe et les Alliés tandis que l'Amérique éprouve de nouveau la nostalgie de l'isolement !

Il faut un fameux aplomb au secrétaire général de l'Alliance atlantique, le danois Anders Fogh Rasmussen pour affirmer que le leadership de l'Europe en Libye renforce l'Otan (interview au *Figaro*, 23 juin). C'est juste le contraire qui se déroule sous nos yeux ! L'opération Protecteur unifié est plus que jamais une pomme de discorde entre les Alliés.

L'Otan a pris le commandement des opérations le 31 mars. Le 10 juin, la Norvège annonçait qu'elle réduisait ses effectifs et mettrait fin à son engagement le 1er août, deux mois avant l'expiration du mandat de l'Otan. Le 22 juin, l'Italie qui s'était engagée de mauvaise grâce au côté des belligérants, s'est rapprochée de l'Allemagne qui avait manifesté dès le début son hostilité à l'intervention en Libye et refusé d'y participer. Après Berlin, voici que Rome fait tousser Paris, Londres et la direction de l'Alliance atlantique, en réclamant une suspension immédiate des hostilités pour instaurer de vrais couloirs humanitaires et éviter des bavures. Il est vrai que celles-ci se multiplient avec l'intensification des opérations et leur entrée dans une nouvelle phase. Car l'Otan ne prend plus seulement pour cible les installations militaires et les blindés, mais vise aussi les points de contrôle érigés par l'armée libyenne sur les routes menant à Tripoli et des localités tenues par les forces gouvernementales, telles Khoms, à 120 km à l'est de Tripoli, Al-Ghazaya dans la région de Nalout et Zenten, au sud-ouest de Tripoli, théâtre depuis plusieurs semaines de violents affrontements entre rebelles et forces loyalistes, ou encore Zlitan à 40 km à l'ouest de la ville rebelle de Misrata, toujours soumise aux tirs des loyalistes et où l'Otan a essuyé mardi dernier sa première perte en Libye, un hélicoptère drone américain.

Beaucoup d'occasions pour la télévision de Tripoli de montrer de nouvelles victimes civiles avec d'autant moins de risque d'être accusée d' intox que l'Otan a reconnu et regretté plusieurs de ces dégâts collatéraux (après avoir décimé par erreur une colonne de véhicules rebelles dans la région de Brega le 16 juin, l'Alliance atlantique a avoué avoir tué neuf civils membres d'une même famille lors d'une frappe nocturne à Tripoli le 19 juin.)

Ce n'est clairement pas la mission de l'Otan a embrayé le ministre italien des Affaires étrangères, Franco Frattini, en soulignant qu'un arrêt immédiat des hostilités permettrait d'éviter ce que le CNT (ndlr : [Conseil national de transition](#), instance dirigeante de la rébellion) craint, à savoir une consolidation de la partition en deux de la [Libye](#) . C'était précisément le principal argument de l'Allemagne pour refuser d'entrer en guerre.

Naturellement Paris, Londres et les chefs de l'Alliance atlantique se sont insurgés contre la réclamation italienne qui fait éclater au grand jour les divergences internationales qu'exacerbe l'enlisement du conflit. La coalition et les pays réunis au groupe de contact d'Abou Dhabi, il y a deux semaines, ont été unanimes sur la stratégie : il faut intensifier la pression sur Kadhafi. Toute pause dans les opérations risquerait de lui permettre de gagner du temps et de se réorganiser. Au final, ce sont les populations civiles qui pâtiraient du moindre signe de faiblesse de notre part , affirme le Quai d'Orsay. C'est aussi le discours que tient le secrétaire général de l'Otan, mais pas celui de la Ligue arabe qui, bien qu'ayant soutenu le lancement des frappes aériennes en Libye, a fait part de ses scrupules après les pertes civiles notamment d'enfants (on en compte trois parmi les quinze victimes du raid aérien mené le 20 juin, à Sorman, à l'ouest de Tripoli, contre une cible légitime militaire selon l'Otan- à savoir la résidence de Khouildi Hmidi, un vieux compagnon de route du colonel Kadhafi.) Voilà tout de même 24 civils morts en 48h sous les bombes de Protecteur unifié .

Depuis le 15 février, le conflit a fait entre 10.000 et 15.000 morts et obligé près de 952.000 personnes à prendre la fuite, selon des organisations internationales. Quant au coût financier, il serait officiellement de 100 millions en trois mois pour la modeste part qu'assume la France. En réalité, l'essentiel du coût, et de loin, incombe aux Américains. Et à 13 000 € l'heure de vol d'un Rafale et à 850 000 € pièce le missile Scalp, la facture serait selon Eric Zemmour (RTL, 22 juin) cinq fois plus salée qu'en Afghanistan (où les seuls Américains engloutissent 10 milliards de dollars par mois) !

Rien d'étonnant donc, si la contestation la plus forte vient des Etats-Unis. Alors que le président Barack Obama annonce le retrait d'ici à l'été 2012 du tiers des forces américaines stationnées en Afghanistan, et que la France comme d'habitude, lui emboîte le pas, l'heure est au bilan de ce type d'interventions militaires. L'état de l'Afghanistan et de l'Irak est-il vraiment meilleur qu'il y a dix ans ? Pourquoi des dizaines de milliers de civils et des milliers de soldats (dont 61 français en Afghanistan) ont-ils perdu la vie ? A Washington, les Républicains et nombre de démocrates unissent leurs voix au Congrès pour critiquer le refus du président de demander l'autorisation des élus pour poursuivre les opérations militaires en Libye au-delà des quatre mois déjà écoulés. Des militaires américains n'hésitent plus à donner eux aussi de la voix, tel le général Carter Ham, patron de l'Africom (le plus haut responsable militaire américain en Afrique), qui dénonce l'impréparation de l'Otan quant à l'après-Kadhafi : Nous, la communauté internationale, pourrions être demain dans la Libye du jour d'après et il n'y a pas de plan, il n'y a pas de bon plan , a-t-il déclaré à un quotidien américain. S'il est quasiment certain de la chute de Kadhafi, il redoute un scénario semblable à celui de la chute de Saddam Hussein en Irak après l'intervention militaire de 2003. Depuis, c'est un chaos sans fin.

Sources : Le Nouvel Observateur, Le Figaro, RTL
